



INCOME SECURITY ADVOCACY CENTRE  
Centre d'action pour la sécurité du revenu

55, avenue University,  
bureau 1500  
Toronto (Ontario) M5J 2H7  
Tél. : 416 597-5820  
Télééc. : 416 597-5821  
Sans frais : 1 866 245-4072

## Communiqué de presse

le 7 avril 2020

### **Plus de 130 organismes communautaires demandent à l'Ontario d'annuler les récupérations et d'augmenter le soutien aux personnes vulnérables pendant la pandémie de COVID-19: lettre ouverte et conférence de presse virtuelle**

**TORONTO** - Dans une lettre ouverte au ministre de l'Enfance, des Services sociaux et communautaires, une vaste coalition d'Ontariennes et d'Ontariens à faible revenu, de banques alimentaires, de fournisseurs de soins de santé, de groupes confessionnels et d'organismes communautaires de toute la province demandent des changements cruciaux aux programmes d'aide sociale de l'Ontario. Des groupes ont demandé à l'Ontario de ne pas récupérer les prestations fédérales des bénéficiaires du programme Ontario au travail et du POSPH, et de fournir des prestations accrues aux plus vulnérables en cette période difficile, comme les récents changements de politique en Colombie-Britannique.

Les signataires tiennent une conférence de presse virtuelle pour tirer la sonnette d'alarme: la pauvreté et la pandémie sont une recette pour un désastre.

**Où:** Zoom: Meeting ID: 315 283 979; Password: 321934

**Quand:** 8 avril 2020, à 10 h

#### **Conférenciers:**

- Arash Ghiassi, Centre d'action pour la sécurité du revenu
- Andrea Hatala, Coalition pour l'action du POSPH
- Dr Jonathon Herriot, Prestataires de santé contre la pauvreté
- René Guitard, Clinique juridique francophone d'Ottawa
- Talia Bronstein, banque alimentaire Daily Bread

La lettre, signée par plus de 130 organisations, appelle à deux changements immédiats.

#### **Premièrement, la lettre demande une augmentation immédiate des taux d'aide sociale.**

«Même dans le meilleur des cas, il est pratiquement impossible de survivre avec ces taux, qui sont bien en dessous du seuil de pauvreté», a déclaré Andrea Hatala.

«Pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les personnes à faible revenu sont confrontées à des coûts supplémentaires d'auto-isolément et à un besoin accru de logements sûrs et stables et d'aliments nutritifs, elles sont inadmissibles.»

Augmenter les taux signifierait également que davantage de personnes seraient admissibles à l'aide sociale. Ceci est crucial pour de nombreux Ontariens à faible revenu qui ne sont actuellement pas admissibles à des prestations provinciales ou

fédérales mais qui sont durement touchés par la crise actuelle.

Deuxièmement, la lettre demande à l'Ontario de ne pas récupérer les prestations fédérales des bénéficiaires de l'aide sociale. «À l'heure actuelle, tout revenu provenant de sources autres que l'emploi est généralement déduit dollar pour dollar des prestations d'aide sociale. Cela empêche les Ontariennes et Ontariens à faible revenu de bénéficier pleinement de l'assurance-emploi (AE) ou de la nouvelle prestation canadienne d'urgence (CERB) », indique la lettre.

Des changements similaires ont déjà été apportés en Colombie-Britannique, où les paiements du CERB et de l'assurance-emploi sont exonérés et les paiements d'aide sociale sont augmentés. «Les Ontariennes et Ontariens à faible revenu ont besoin de ces avantages sociaux, et ils devraient pouvoir les conserver, comme en Colombie-Britannique».

Contacts médias:

- Arash Ghiassi, avocat au Centre d'action pour la sécurité du revenu, à [ghiassia@lao.on.ca](mailto:ghiassia@lao.on.ca) , 416-597-5820 ext. 5151.
- Dr Jonathon Herriot, coprésident du médecin de famille et des fournisseurs de soins de santé contre la pauvreté, à [jon.herriot@gmail.com](mailto:jon.herriot@gmail.com) , 306-716-7656.
- Andrea Hatala, ODSP Action Coalition, à [ahatala@yahoo.com](mailto:ahatala@yahoo.com).
- René Guitard, Clinique juridique francophone d'Ottawa à [guitardr@lao.on.ca](mailto:guitardr@lao.on.ca)
- Talia Bronstein, Daily Bread Food Bank, [tbronstein@dailybread.ca](mailto:tbronstein@dailybread.ca), 416-903-1028

*Le CASR est une clinique juridique ayant pour mandat de faire progresser les droits et la sécurité du revenu des communautés à faible revenu en Ontario en s'intéressant aux programmes de sécurité du revenu et à l'emploi précaire à faible salaire.*

###